



19 septembre 2011 #95 La CPI semaine après semaine



Situation en République du Kenya

Le 31 mars 2010, la Chambre préliminaire II a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête *proprio motu* sur la situation au Kenya, Etat partie depuis 2005. Suite à la délivrance de citations à comparaître le 8 mars 2011, six citoyens kenyans ont comparu volontairement devant la Chambre préliminaire II les 7 et 8 avril 2011. L'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. William Samoei Ruto, Henry Kiprono Kosgey et Joshua Arap Sang* s'est tenue du 1^{er} au 9 septembre 2011. L'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Francis Kirimi Muthaura, Uhuru Muigai Kenyatta et Mohammed Hussein Ali* doit commencer le 21 septembre 2011.

Affaire Muthaura, Kenyatta et Ali

Informations pratiques pour la presse concernant l'ouverture de l'audience de confirmation des charges le 21 septembre 2011 dans l'affaire *Le Procureur c. Francis Kirimi Muthaura, Uhuru Muigai Kenyatta et Mohammed Hussein Ali*

L'ouverture de l'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Francis Kirimi Muthaura, Uhuru Muigai Kenyatta et Mohammed Hussein Ali* doit avoir lieu le mercredi 21 septembre 2011, à 14h30 (heure locale de La Haye). Les audiences sont programmées jusqu'au 5 octobre 2011, devant la Chambre préliminaire II de la Cour pénale internationale (CPI) composée des juges Ekaterina Trendafilova (juge présidente), Hans-Peter Kaul et Cuno Tarfusser.

Une audience de confirmation des charges sert à déterminer s'il y a des motifs substantiels de croire que chaque suspect a commis chacun les crimes qui lui sont attribués. Si la Chambre préliminaire décide de confirmer les charges, elle renverra l'affaire devant une Chambre de première instance, laquelle sera chargée de conduire la phase suivante de la procédure, à savoir le procès lui-même.

M. Muthaura et M. Kenyatta seraient pénalement responsables en qualité de coauteurs indirects des crimes contre l'humanité suivants : meurtre; transfert forcé de population, viol, persécution et autres actes inhumains. M. Ali aurait contribué « de toute autre manière » à la commission des crimes susmentionnés prétendument commis dans le contexte des violences qui ont fait suite aux élections de 2007-2008 au Kenya.

Pour les informations et mises à jour sur cette affaire, cliquer [ici](#).

Pour plus d'informations pratiques mises à jour pour la presse, cliquer [ici](#).

Décisions adoptées entre le 12 et le 16 septembre 2011

Decision on the "Preliminary Motion Alleging Defects in the Documents Containing the Charges (DCC) and List of Evidence (LoE) and Request that the OTP be ordered to re-file an Amended DCC & LoE" and the "Defence Request for a Status Conference Concerning the Prosecution's Disclosure of 19* August 2011 and the Document Containing the Charges and Article 101 of the Rome Statute"
Rendue par la Chambre préliminaire II, le 12 septembre 2011

Decision on the Defence Request for Amendment of the List of Viva Voce Witnesses
Rendue par la Chambre préliminaire II, le 12 septembre 2011

Decision on the Reclassification of Certain Items of Evidence and Certain Documents in the Record of the Case

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 12 septembre 2011

Decision Requesting Observations

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 12 septembre 2011

Decision on the Schedule for the Confirmation of Charges Hearing

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 13 septembre 2011

Decision on the Request for Access to Confidential Inter Partes Material

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 14 septembre 2011

Decision on the Defence Requests for Leave to Resubmit or Add Evidence and Related Requests

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 15 septembre 2011

Decision on the "Urgent Request to Replace One Viva Voce Witness due to Unforeseen Circumstances"

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 15 septembre 2011

Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui ainsi que le suspect Callixte Mbarushimana sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009. L'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana* s'est ouverte le 16 septembre 2011.

Décisions adoptées entre le 12 et le 16 septembre 2011

Affaire Mbarushimana

Second decision on the schedule of the confirmation hearing

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 12 septembre 2011

Decision on amended list of evidence

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 12 septembre 2011

Décision modifiant le délai pour le dépôt par la République démocratique du Congo des observations concernant l'Exception d'incompétence de la Cour soulevée par la Défense

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 14 septembre 2011

Decision on the Prosecution's notification of changed circumstances regarding two witnesses

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 15 septembre 2011

Review of Detention and Decision on the "Third Defence request for interim release"

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 16 septembre 2011

Affaire Katanga et Ngudjolo Chui

Decision on the request of the Defence for Mathieu Ngudjolo to obtain assurances with respect to self-incrimination for the accused

Rendue par la Chambre de première instance II, le 13 septembre 2011

Situation en République centrafricaine

Le gouvernement de la République centrafricaine a renvoyé la situation devant la Cour en décembre 2004. Le Procureur a ouvert une enquête en mai 2007. Dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l'humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l'accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance. Le procès a débuté le 22 novembre 2010.

Décisions adoptées entre le 12 et le 16 septembre 2011

Bemba Case

Judgment on the appeal of Mr Jean-Pierre Bemba Gombo against the decision of Trial Chamber III of 27 June 2011 entitled "Decision on Applications for Provisional Release"

Rendue par la Chambre d'appel le 12 septembre 2011

Order on the reclassification of documents

Rendue par la Chambre de première instance III, le 15 septembre 2011

Decision requesting observations on, and setting a briefing schedule for, the « Demande de mise en liberté provisoire de M. Jean-Pierre Bemba Gombo afin d'accomplir ses devoirs civiques en République Démocratique du Congo »

Rendue par la Chambre de première instance III, le 15 septembre 2011

Order in relation to the filing of confidential documents

Rendue par la Chambre d'appel le 16 septembre 2011

Situation au Darfour, Soudan

Dans la situation au Darfour (Soudan), la Chambre préliminaire I est actuellement saisie de quatre affaires : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun* ("Ahmad Harun") et *Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman* ("Ali Kushayb") ; *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir* ; *Le Procureur c. Bahar Idriss Abu Garda* ; et *Le Procureur c. Abdallah Banda Abakaer Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus*. Quatre mandats d'arrêt ont été délivrés par la Chambre préliminaire I à l'encontre de MM. Harun, Kushayb et Al Bashir. Les trois suspects sont actuellement en fuite. Une citation à comparaître a été adressée à M. Abu Garda, qui a comparu volontairement devant la Chambre le 18 mai 2009. Après l'audience de confirmation des charges, le 8 février 2010, la Chambre préliminaire I a refusé de confirmer les charges. M. Abu Garda n'est pas détenu par la CPI. Deux autres citations à comparaître ont été délivrées contre M. Banda et M. Jerbo qui ont comparu volontairement devant la Chambre de première instance I le 17 juin 2010 ; l'audience de confirmation des charges s'est tenue le 8 décembre 2010. Le 7 mars 2011, la Chambre préliminaire I a décidé à l'unanimité de confirmer les charges de crimes de guerre à l'encontre d'Abdallah Banda et Saleh Jerbo. Le 16 mars 2011, la Présidence de la CPI a constitué la Chambre de première instance IV et lui a renvoyé cette affaire.

Décisions adoptées entre le 12 et le 16 septembre 2011

Affaire Banda et Jerbo

Reasons for the Order on translation of witness statements (ICC-02/05-03/09-199) and additional instructions on translation

Rendue par la Chambre de première instance IV, le 12 septembre 2011

Liens utiles

Les **procédures** se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**

Des **résumés audiovisuels** sont disponibles sur notre **chaîne YouTube** | Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur **Twitter**

Événements

La CPI célèbre l'admission de la Tunisie en tant que nouvel État partie



Le Président Sang-Hyun Song, en présence de l'Ambassadeur Jorge Lomónaco, remet à l'Ambassadeur Mohamed Karim Ben Becher un exemplaire spécial du Statut de Rome © ICC-CPI

Une cérémonie s'est tenue le 16 septembre 2011 au siège de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye pour célébrer l'admission de la Tunisie en tant que 116^e État partie au Statut de Rome, le traité fondateur de la CPI.

Lors de la cérémonie, le Président de la Cour, le juge Sang Hyun Song, a remis à l'Ambassadeur de Tunisie, M. Mohamed Karim Ben Becher, un exemplaire spécial du Statut de Rome, qui symbolise, a-t-il déclaré, « leur engagement commun en faveur du respect de l'état de droit et l'engagement de l'ensemble des États parties au Statut de s'y conformer ».

Le Président Song a déclaré : « Aujourd'hui, vous avez rejoint une communauté d'États qui ne se sont pas seulement « promis » soutien et coopération, mais ont créé une Cour permanente de juges, qui sera toujours là pour aider les peuples à juger ceux qui commettent des crimes si terribles qu'ils violent la conscience de l'humanité toute entière ».

Pour marquer l'admission de la Tunisie en tant qu'État partie, le Président Song a déclaré : « Cette Cour est désormais la vôtre ».

Saluant la décision de la Tunisie, à une époque marquée par des changements fondamentaux dans la région, le vice président de l'Assemblée des États parties, l'Ambassadeur du Mexique, M. Jorge Lomónaco, a déclaré : « En choisissant d'adhérer au Statut de Rome ainsi qu'à d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, la Tunisie clame haut et fort à l'adresse de la communauté internationale qu'elle relève les défis posés par cette période de transition et qu'elle souhaite s'engager en faveur des droits de l'homme et de l'état de droit. La Tunisie a fait preuve d'une détermination sans faille pour que triomphe une nouvelle ère où la société est guidée par des règles claires ainsi que par le principe d'égalité devant la loi ».

Faisant référence à la révolution du 14 janvier 2011 et aux prochaines élections prévues pour le mois d'octobre, l'Ambassadeur Mohamed Karim Ben Becher a affirmé l'engagement [de la Tunisie] en vue de soutenir les efforts de la Cour pour mettre un terme à l'impunité et promouvoir la responsabilisation ainsi que pour étendre son champ d'intervention et consacrer son caractère universel ».

À titre d'exemple du soutien qu'apporte son pays à la Cour, l'Ambassadeur a cité le séminaire régional consacré au système instauré par le Statut de Rome, que la Tunisie organisera du 19 au 23 septembre, sous les auspices du Président de la République. Ce séminaire proposera une formation interactive sur le Statut de Rome à l'intention d'une cinquantaine d'éminents professionnels du droit originaires de toute la région du Maghreb et du Moyen Orient, et a pour objectif de renforcer la coopération entre les États et la Cour.

La cérémonie s'est tenue en présence du second vice-président de la Cour, le juge Hans-Peter Kaul, des juges Erkki Kourula, Anita Ušacka, et Ekaterina Tredafilova, ainsi que du Greffier, Mme Silvana Arbia, et du directeur de la DCCC du Bureau du Procureur, Phakiso Mochochoko.

Allocution du Président de la CPI, le juge Sang-Hyun Song : [Français](#)

Allocution du vice président de l'Assemblée des États parties, l'Ambassadeur du Mexique, M. Jorge Lomónaco : [English](#), [Français](#), [عربي](#)

Allocution de l'Ambassadeur de Tunisie, M. Mohamed Karim Ben Becher : [Français](#)

[Photographies](#) et enregistrement [vidéo](#) de la cérémonie.

Succès de la journée portes ouvertes : plus de 500 visiteurs reçus à la CPI



Visiteurs observant la salle d'audience lors de la visite guidée de la CPI © ICC-CPI

Cinq cents personnes ont visité la Cour pénale internationale (CPI) le dimanche 18 septembre 2011, jour où elle a ouvert ses portes dans le cadre de la Journée internationale de La Haye. Le stand d'information tenu par la CPI au sein du marché international au centre du *World Forum* a également attiré près de trois cent cinquante personnes. La Journée internationale de La Haye, organisée par la Municipalité de La Haye, a donné l'occasion au public de mieux connaître le fonctionnement et les buts des institutions internationales et non gouvernementales basées dans cette ville.

Le Président de la CPI, le juge Sang-Hyun Song a déclaré que : « Les visiteurs qui souhaitent suivre les débats devant la Cour sont toujours les bienvenus à la CPI, toutefois la Journée internationale de La Haye aura également été l'occasion d'informer les personnes provenant de La Haye et ses alentours. Ce fut un réel plaisir d'interagir avec autant de personnes intéressées et de répondre aux questions sur le mandat et les activités de la Cour ».

Il a expliqué que « la CPI, qui conduit des procès équitables, est déterminée à mettre fin à l'impunité pour les crimes touchant la communauté internationale et à protéger les innocents des violentes atrocités. Sensibiliser et obtenir le soutien de l'opinion publique est essentiel pour la Cour, et j'espère que de nombreux visiteurs de ce dimanche poursuivront leur engagement envers la justice pénale internationale ».

Au siège de la CPI, le public était invité à participer à une visite guidée interactive d'une durée d'une heure, au cours de laquelle les représentants de la Cour ont présenté au public (en anglais) les différents aspects du travail de la Cour. Grâce à différents supports vidéo et photographiques, les visiteurs ont pu mieux comprendre :

- La CPI et son mandat, sa structure, ses juges, ses Etats parties et ses bâtiments ;
- Les enquêtes et la façon dont elles sont menées par le Bureau du Procureur ;
- Le système de protection des victimes et des témoins ;
- La salle d'audience, telle que vue depuis la galerie du public ; et
- Les activités de sensibilisation de la Cour avec les communautés affectées par les crimes sur lesquels la Cour enquête.



Le stand d'information de la CPI au centre World Forum © ICC-CPI

Les visiteurs de la CPI étaient des femmes, des hommes, et des enfants de tous âges et de toutes nationalités, notamment des Néerlandais et des membres de la communauté internationale de La Haye.

Au centre *World Forum*, la CPI, aux côtés d'une vingtaine d'autres organisations internationales œuvrant dans les domaines de la paix, de la justice ou de la sécurité, a participé au marché international. Près de trois cent cinquante personnes ont pu recevoir des brochures d'information et discuter avec des représentants de la Cour.

La CPI est la seule cour internationale permanente dont la finalité première est d'aider à mettre un terme à l'impunité des auteurs des crimes les plus graves touchant l'ensemble de la communauté internationale, à savoir le crime de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, contribuant ainsi à leur prévention.

Les membres du Parlement de La délégation népalaise visitent la CPI

Le 15 septembre 2011, une délégation du Népal s'est rendu à la CPI et a rencontré le président de la CPI, le juge Sang-Hyun Song. La délégation s'est également entretenue avec des représentants du Bureau du procureur, ainsi qu'avec le Greffier de la CPI, Mme Silvana Arbia. La délégation était composée des membres de différents partis du Parlement népalais ainsi que des membres de l'ONG *Parliamentarians for Global Action* (PGA).



Le président de la CPI, le juge Song avec les membres du Parlement de la délégation népalaise et les membres de PGA au siège de la Cour à La Haye © ICC-CPI

Calendrier

SEPTEMBRE 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
19	20	21	22	23	24	25
La CPI organise un séminaire régional "Mieux comprendre le système de la Cour pénale internationale" en Tunisie						
		Ouverture de l'audience de confirmation des charges dans l'affaire <i>Le Procureur c. Francis Kirimi Muthaura, Uhuru Muigai Kenyatta et Mohammed Hussein Ali</i> (programmée jusqu'au 4 octobre)		Le Greffier de la CPI Mme Silvana Arbia poursuit la campagne d'« Appel aux avocats arabes » à Tunis		
26	27	28	29	30		
			Le Greffier de la CPI Mme Silvana Arbia fait appel aux avocates africaines au Niger			
OCTOBRE 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
					1	2
3	4	5	6	7	8	9
La CPI convie les ONG à une table ronde						
10	11	12	13	14	15	16

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.

www.icc-cpi.int | Ceci n'est pas un document officiel, il est destiné à l'information du public.

Cour pénale internationale : Maanweg, 174 ; 2516 AB, La Haye (Pays-Bas). Adresse postale : Boîte postale 19519 ; 2500 CM, La Haye (Pays-Bas). Tél. + 31 (0)70 515 8515 ;

Télécopie +31 (0)70 515 8555. Chaîne sur Youtube : www.youtube.com/IntlCriminalCourt ; compte Twitter : www.twitter.com/IntlCrimCourt